

Communiqué de presse Pour diffusion immédiate

Compressions budgétaires, les conseils d'éducation ont déjà fait leur part.

5 février 2026 - L'exercice budgétaire prévu pour l'année 2026-2027 s'annonce particulièrement exigeant, alors que les ministères doivent analyser des scénarios de réduction des dépenses variant entre **10 % et 15 %**. Le Regroupement des CED francophones du NB est inquiet de la façon dont ces compressions pourraient affecter les budgets d'opération des districts.

Au sein des districts scolaires francophones, plusieurs efforts d'optimisation ont été réalisés, alors qu'ils ont déjà subi des coupures de l'ordre de 9,5 millions de dollars en 2025-2026. Ces compressions ont été dirigées vers les secteurs où l'impact sur la salle de classe était moins élevé mais tout de même important. À ce stade-ci, les ressources demeurent limitées, et toute mesure additionnelle soulève de grandes préoccupations quant à la capacité de maintenir les services éducatifs au niveau souhaité sans toucher à la salle de classe.

Déjà, les trois districts scolaires sont actuellement en situation de déficit pour l'année en cours, ce qui complexifie la possibilité d'assumer d'éventuels manques à gagner supplémentaires. Par ailleurs, l'arrivée du nouveau Plan d'éducation du ministère de l'Éducation et de la petite enfance introduit de nouvelles cibles en littératie, en numératie et dans d'autres domaines clés. Alors que plusieurs objectifs du plan précédent n'avaient pas été réalisés, l'atteinte des nouvelles cibles exige un niveau d'investissement suffisant pour répondre adéquatement aux besoins des élèves, plutôt que l'ajout de compressions budgétaires.

Le Regroupement des CED francophones du NB soulève l'importance d'un environnement stable et de ressources adaptées pour soutenir la réussite éducative de tous les élèves. La porte-parole du Regroupement, Madame Ghislaine Foulem, affirme que « l'éducation demeure essentielle au développement social et économique de la province et dit espérer que cet enjeu soit reconnu à sa juste valeur afin d'assurer la prospérité future du Nouveau-Brunswick. Nous comptons sur les décideurs pour que l'éducation demeure une priorité », conclut-elle.

Le Regroupement des CED francophones est composé des présidences et des vice-présidences désignées, des conseils d'éducation de district qui travaillent ensemble pour l'avancement de l'éducation publique, dans le secteur francophone, au Nouveau-Brunswick.

— 30 —

Ghislaine Foulem (porte-
parole)
Présidente
Conseil d'éducation
DSF Nord-Est

Francine Cyr
Présidente
Conseil d'éducation
DSF Nord-Ouest

Michel Côté
Président
Conseil d'éducation
DSF Sud

Pour plus d'informations :

regroupementced@gmail.com